



Produit de connaissances du Processus de Rabat | République Fédérale du Nigeria,
présidence du Dialogue

Produit de connaissances d'Abuja sur la réintégration durable

Coopérer pour une réintégration durable : Vers des systèmes nationaux de réintégration pilotés par les pays d'origine

Messages clés

- **La réintégration durable constitue une priorité commune aux pays d'origine, de transit et de destination**, et un pilier central d'une gouvernance migratoire globale et équilibrée.
- **L'appropriation nationale est une condition préalable à la durabilité des processus de réintégration** : les systèmes de réintégration axés sur le développement et pilotés par les pays d'origine ont le potentiel de renforcer la cohérence des politiques, la redevabilité et les résultats à long terme lorsqu'ils sont ancrés dans les priorités et cadres nationaux.
- **Le caractère fragmenté et de court terme de l'aide à la réintégration limite son impact**, ce qui souligne la nécessité d'évoluer vers des approches systémiques, coordonnées et inscrites dans la durée.
- **Les partenaires externes restent essentiels**, non seulement pour le financement, mais également comme partenaires stratégiques dans la co-conception des programmes, l'alignement des interventions sur les cadres nationaux et le renforcement de la coordination entre institutions et Etats.
- **La transition vers des systèmes pilotés par les pays d'origine doit être progressive et adaptée aux contextes nationaux**, et requiert un appui technique et financier durable ainsi qu'un dialogue continu entre l'ensemble des parties prenantes.

Contexte

Le retour et la réintégration demeurent des priorités stratégiques dans l'ensemble de la région du Processus de Rabat. Pour les États membres de l'Union Européenne, le caractère effectif des retours constitue un pilier central de la gestion des migrations et s'inscrit dans des efforts plus larges visant à répondre aux enjeux de la migration irrégulière. Dans ce cadre, l'aide à la réintégration est devenue un élément clé des programmes de retour volontaire, avec pour objectif de renforcer l'efficacité des politiques de retour et, dans une certaine mesure, de contribuer au développement des pays d'origine.

Depuis 2017, les flux de retour à grande échelle en provenance d'Afrique du Nord et du Sahel ont profondément influencé les débats politiques dans de nombreux pays d'origine africains. La réintégration s'est progressivement imposée comme un enjeu de politique publique nationale, suscitant un engagement politique accru. Cette évolution a favorisé l'élaboration de stratégies nationales, la mise en place de mécanismes de coordination et le renforcement de cadres institutionnels.

Dans le cadre du Processus de Rabat, le retour et la réintégration sont inscrits dans **le domaine 5 du [Plan d'action de Cadix \(2023-2027\)](#)**. Les pays partenaires du Dialogue ont constamment souligné l'importance de la responsabilité partagée, de l'appropriation nationale, de la protection des droits humains des personnes migrantes, ainsi que du renforcement des liens entre la réintégration et les programmes plus larges de développement socio-économique et d'emploi.

Portée et méthodologie du Produit de connaissances d'Abuja

Dans le cadre de sa présidence du Processus de Rabat, la République fédérale du Nigeria a identifié la réintégration durable comme une priorité stratégique pour le renforcement de la gouvernance migratoire dans la région. Élaboré en étroite coordination avec le Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (ICMPD), en sa qualité de Secrétariat du Dialogue, le Produit de connaissances d'Abuja sur la réintégration durable vise à éclairer les discussions politiques en :

- Évaluant les évolutions récentes des politiques et pratiques de réintégration ;
- Examinant le concept de réintégration durable et les défis persistants ;
- Analysant le rôle des pays d'origine dans la direction de la gouvernance des systèmes de réintégration ;
- Identifiant les conditions favorables, le rôle des partenaires et les limites opérationnelles.

Le document propose des orientations de nature politique et programmatique à destination des décideurs et praticiens des pays d'origine, de transit et de destination.

L'analyse s'appuie sur une étude documentaire approfondie des politiques publiques, des programmes et de la littérature académique, complétée par des consultations avec des gouvernements partenaires du Processus de Rabat, des organisations internationales, des bailleurs de fonds et des instituts de recherche. Elle s'appuie également sur des travaux menés au Nigeria, comprenant des entretiens avec des parties prenantes à Abuja et à Lagos, ainsi que des visites de terrain.

Reflète de l'engagement du Nigeria en faveur de politiques fondées sur des données probantes et de la coopération régionale, le document propose une **analyse équilibrée des approches de réintégration pilotées par les pays d'origine**, en mettant en lumière à la fois les opportunités et les défis liés à la mise en place de systèmes inclusifs et coordonnés, adaptés aux réalités des migrants de retour et de leurs communautés.

Bien qu'ancrées dans le contexte du Processus de Rabat, les conclusions du document présentent une pertinence plus large pour les débats régionaux et globaux relatifs au retour et à la réintégration. Le Produit de connaissances d'Abuja est conçu comme un **document de référence** destiné à soutenir le dialogue et l'engagement continu, au sein du Processus de Rabat et au-delà.

Quels sont les facteurs clés de systèmes nationaux de réintégration efficaces et durables ?

Le document identifie **l'appropriation nationale** comme une condition essentielle à la durabilité des résultats en matière de réintégration. Les systèmes efficaces pilotés par les pays d'origine reposent sur la mise en place progressive d'un ensemble d'éléments interdépendants, notamment :

- Un engagement politique de haut niveau ;
- Un cadre politique ou stratégique clair en matière de migration et de réintégration ;
- Une institution cheffe de file mandatée et dotée d'un pouvoir de coordination ;
- Une participation inclusive de l'ensemble du gouvernement, des autorités locales, de la société civile et du secteur privé ;
- Des services publics accessibles, réactifs et adaptés aux besoins des personnes de retour et des communautés hôtes ;
- Des mécanismes solides de coordination, d'orientation et de redevabilité ;
- L'intégration de la réintégration dans les politiques sectorielles ;
- Une mise en œuvre décentralisée tenant compte des réalités locales ;
- Des allocations budgétaires nationales dédiées.

Compte tenu de leur ampleur, ces éléments nécessitent une **approche progressive et graduelle**, adaptée aux capacités nationales et aux priorités politiques.

Le rôle clé du soutien extérieur

Si la plupart des pays d'origine ne sont pas encore en mesure d'assurer pleinement le pilotage des efforts de réintégration, pour diverses raisons, le document souligne l'importance d'un appui extérieur durable, notamment de la part de l'Union européenne et de ses États membres :

- **L'aide financière et technique demeure essentielle** pour renforcer les capacités institutionnelles et rendre opérationnels les systèmes nationaux de réintégration ;
- Les programmes de réintégration devraient être **conçus, mis en œuvre et suivis conjointement** avec les autorités des pays d'origine ;
- Le soutien des partenaires doit être **aligné sur les politiques nationales** et les cadres de développement, et coordonné entre les bailleurs afin de limiter la fragmentation et les chevauchements ;
- **La transition vers un leadership national doit se faire progressivement**, avec l'appui de plans de transition, de stratégies de sortie et d'une assistance technique durable.

À court terme, cette approche ne réduit pas la nécessité d'un soutien continu des partenaires ; à plus long terme, elle peut favoriser une utilisation plus efficiente des ressources et réduire progressivement la dépendance aux financements externes.

Limites et considérations politiques

Le produit de connaissances souligne également que les systèmes de réintégration pilotés par les pays d'origine **ne sont pas adaptés à tous les contextes** :

- La volonté politique, la capacité institutionnelle et la disponibilité de services publics constituent des prérequis essentiels ;
- Dans les contextes fragiles ou à faible capacité, des approches alternatives ou hybrides peuvent rester nécessaires pour garantir la protection et la continuité de l'assistance ;
- Certains pays de destination expriment des préoccupations liées au devoir de vigilance (*due diligence*), à la continuité de l'accompagnement et aux objectifs de gestion des migrations en cas de transfert complet des responsabilités.

Ces éléments plaident en faveur d'**approches flexibles et adaptées au contexte**, plutôt que des modèles uniformes de gouvernance de la réintégration.

Perspectives

Le produit de connaissances d'Abuja démontre que les systèmes de réintégration pilotés par les pays d'origine, lorsqu'ils sont soutenus par des partenariats durables, cohérents et bien coordonnés, constituent une **voie viable vers des résultats de réintégration plus durables et plus responsables**. Bien qu'elle ne soit pas universellement applicable, cette approche s'aligne sur les engagements du Processus de Rabat en faveur d'une responsabilité partagée et d'une gouvernance globale des migrations.

Le document invite **les partenaires du Processus de Rabat à poursuivre leur engagement** afin de traduire ces orientations en politiques et programmes adaptés aux contextes nationaux.

